

ENTRETIEN AVEC **Philippe Dunoyer, député et porte-parole de Calédonie ensemble**

# « Augmenter les bas salaires par la réduction des cotisations »

Le porte-parole de Calédonie ensemble préconise une augmentation des bas salaires basée sur une baisse des cotisations pour améliorer le pouvoir d'achat et relancer l'activité économique. Il mise sur la lutte contre l'absentéisme pour améliorer la compétitivité économique.

**Les Nouvelles calédoniennes :** Votre mouvement a fait deux propositions : l'une pour revaloriser les bas salaires, l'autre pour soulager la fiscalité des moyennes entreprises.

Notre démarche consistera à augmenter les bas salaires allant du SMG jusqu'à 1,5 fois le SMG, grâce à la suppression ou à la diminution des charges salariales. Le SMG brut est aujourd'hui à 156 000 F.

« Nous devons passer un pacte de compétitivité sociale »

Le SMG net est à 135 000. C'est ce que reçoit le salarié. Avec la suppression des charges salariales, le salaire net passera à 150 000 F sans que cela pèse sur les entreprises. Ce sera une mesure avec effet immédiat. Il ne s'agira pas

d'exonérer les entreprises en espérant qu'elles veuillent bien convertir cette exonération en augmentation, mais bien d'augmenter directement les bas salaires comme l'avait fait le gouvernement Gomès.

**Mais cela va priver la Cafat de recettes.**

Oui, la perte est estimée à 2,4 milliards, à répartir sur tous les régimes de la Cafat, pas seulement le Ruamm. Le système est dégressif. L'exonération est de 100 % pour un SMG, elle se réduit progressivement pour tomber à 0 % au-delà de 1,5 SMG.

**Comment faire en sorte pour que ces 2,4 milliards ne pénalisent pas durablement la Cafat ?**

Il faut faire un pacte de compétitivité sociale. C'est ce qui a été commencé en 2014. Notamment avec des dispositifs fiscaux. Aujourd'hui, une des faiblesses des entreprises et des administrations calédoniennes, c'est l'absentéisme. En Métropole, l'absentéisme correspond à deux mois de salaire par an. Il est deux fois supérieur dans



Le porte-parole de Calédonie ensemble promet d'autres propositions économiques et sociales pendant les prochaines semaines de campagne.

le public que dans le privé. En Calédonie, c'est probablement autant, peut-être plus. En se référant aux ratios métropolitains, le coût de l'absentéisme en Calédonie est certainement très supérieur à 2,4 milliards. Il faut que les organisations

syndicales et patronales se remettent autour de la table pour travailler sur cette question de compétitivité. Faire la chasse aux certificats médicaux de complaisance. On ne connaît que trop bien les absents du lundi et les absents du vendredi

en Calédonie.

Lutter contre l'absentéisme, ça veut dire aussi augmenter l'intéressement des salariés aux résultats de leur entreprise.

**Il n'empêche que dans un premier temps, le choc peut être difficile pour la Cafat.**

Je rappelle que la Cafat encaisse environ 123 milliards par an pour tous les régimes. La somme prélevée correspondrait à moins de 2,5 %. Si l'on obtient une amélioration de compétitivité de 2 à 3 %, la perte sera comblée grâce aux salaires revalorisés ou aux emplois créés.

**Vous prévoyez aussi d'alléger la fiscalité des sociétés faisant moins de 200 millions de chiffre d'affaires ?**

Ça concerne 3 700 entreprises, le but est de leur permettre d'améliorer leur trésorerie, d'investir et de créer des emplois. Donc de soutenir une dynamique économique qui est toujours bien active.

Propos recueillis par Philippe Frédière

## La mobilisation continue dans la fonction publique

**SOCIAL.** La Fédération des fonctionnaires, en grève depuis lundi, a tenu son piquet devant le Congrès, hier.

Une mobilisation plus faible que celle de la veille, mais qui a perturbé plusieurs administrations et établissements publics. C'est notamment le cas de l'OPT (86 grévistes, 14 agences fermées), de services de la DITTT, de certaines vies scolaires, d'internats et de l'aérien. La grève d'une partie des pompiers d'aéroport a obligé Air Calédonie à annuler trois rotations, hier.

Le mouvement, illimité, pourrait prendre fin dès ce soir : la « Fédé » a déjà reçu l'engagement des deux groupes loyalistes au Congrès à travailler à un mécanisme de garantie du pouvoir d'achat des fonctionnaires lors de la prochaine mandature. Les groupes indépendantistes n'y sont a priori pas opposés et pourraient s'exprimer officiellement aujourd'hui. À noter que, si la grève



Le syndicat milite pour une revalorisation annuelle des salaires en fonction de l'inflation.

Thierry Perron

ne doit pas être aussi intense à l'OPT ce mercredi, elle pourrait se faire davantage ressentir dans d'autres services, et notamment ceux des communes.

D'autant que la « Fédé » ne sera

pas la seule à manifester aujourd'hui. Réunies en intersyndicale, quatre organisations minoritaires de la fonction publique - l'Usoenc, l'USTKE, la Cogetra et FO - seront sur le parvis du

Congrès pour dénoncer des réformes du secteur débattues dans l'hémicycle. Des réformes justement soutenues par la « Fédé », mais aussi par la CFE-CGC.

C.R.

## Social

### Medef, Cafat, Fédé... la campagne fait réagir les partenaires sociaux

Lundi, la Fédération des fonctionnaires dénonçait l'inflation des promesses politiques à destination du patronat. Hier, le Medef a répondu en pointant « le culot » des revendications salariales du syndicat. D'après l'organisation, la Calédonie est déjà « championne du poids de la rémunération de la fonction publique dans le PIB (20 %) », et « les salaires du public sont supérieurs à ceux du privé quels que soient les métiers et les grades ». Le Medef, qui met en garde à son tour contre la « surenchère des mesures électoralistes », s'est en outre joint aux « réserves » du bureau du conseil d'administration de la Cafat envers les propositions d'exonération de cotisations sociales des bas salaires faites par Calédonie ensemble. Jean-Pierre Kabar estimait, lundi, que ces mesures (à 2,4 milliards de francs de coût pour le Ruamm) ne pourraient pas être financées par la lutte contre l'absentéisme, les arrêts maladies ne représentant au total que 1,8 milliard de francs. Pour le syndicaliste, ces mesures vont aggraver la situation déjà précaire des régimes sociaux.